

G 20 – Début de solution ou poudre aux yeux ?

La tempête financière en provenance des Etats-Unis et son onde de choc mondiale frappe maintenant l'économie réelle du monde entier depuis de longs mois, servant même d'alibi à certaines sociétés ou groupes sans scrupules, profitant en quelque sorte de ce que l'on qualifie d'effet d'aubaine pour procéder à des licenciements dits boursiers. C'est ainsi que notre pays renoue brutalement avec l'angoissante litanie pour les salariés et leurs familles de plans sociaux de dizaines, de centaines, quand ce n'est pas de milliers de suppressions d'emplois, de mises au chômage technique, de fermetures de sites, ou encore, de délocalisations.

Tout cela sur fond d'une inexorable et vertigineuse remontée du chômage, des plus jeunes en priorité, mais touchant tous les âges, entraînant la désespérance d'un avenir compromis.

Maintenant que le tumulte médiatico politique sur les conséquences de la réunion à Londres du fameux G 20 regroupant les 20 pays réputés les plus riches de la planète est passé, il y a lieu de s'interroger objectivement sur ses supposés résultats. Réelle avancée pour organiser un monde nouveau ? Ou bien, une fois de plus, poudre aux yeux des politiques envers les citoyens, afin de laisser passer la tempête, en attendant des jours meilleurs pour les puissants, les salariés payant l'addition.

Mais alors que la thèse officielle de la cause du désastre en cours est attribuée à l'octroi inconsidéré par les banques de prêts immobiliers à des personnes non solvables aux Etats-Unis, mais ne remettant surtout pas en cause le système, la raison objective réelle et idéologique de la tourmente actuelle est à rechercher dans les années 70, quand le fonds monétaire international, le FMI et la Banque Mondiale, au nom du dogme libéral, ont édicté une sorte de consensus basé sur quatre éléments régissant le système :

- déréguler les marchés financiers mondiaux sans véritables contrôles (voir les paradis fiscaux) permettant ainsi aux capitaux de circuler librement ;
- éliminer les barrières commerciales en place destinées à protéger les unités de production des pays en développement (voir la mondialisation qui devait être heureuse et enrichir tout le monde) ;
- affaiblir les Etats, afin de minimiser leurs possibilités d'intervention et de protection de leurs ressortissants, en exigeant une restriction drastique de leurs recettes fiscales ;
- exiger la privatisation de leurs avoirs en les bradant souvent de façon scandaleuse.

A la lumière des annonces des supposées décisions du G 20, faut-il comme la quasi unanimité des médias français, s'extasier, se pâmer, parler d'un nouvel ordre économique mondial débarrassé des excès du capitalisme, de planète sauvée du chaos ?

Bien entendu, gesticulant comme à son habitude, ne reculant devant aucune rodomontade, notre petit omni Président, après avoir sauvé le monde (interdit de rire) s'est arrogé les hypothétiques bénéfices de ce « succès ».

Et si toute cette mise en scène servait avant tout à rassurer les peuples, afin qu'ils prennent leurs désirs pour des réalités ? S'il s'agissait d'une arnaque politico

médiatique ? En effet, les résultats réels paraissent bien minces... Des intentions louables qu'il convient de saluer, mais pour parvenir à ce consensus, sauvant mais pour combien de temps le système, comme s'il ne s'agissait que d'un accident ? Alors que c'est bien la répartition des profits entre le capital et le travail qui pose le problème fondamental, à l'origine de la revendication constante de **XXX** pour augmenter les salaires et les retraites. Que penser de la mascarade des fameuses listes noires de paradis fiscaux où les principaux ne figurent pas ?

Certes, on peut se féliciter de la mise en place d'un Conseil de stabilité financière dont on ne connaît d'ailleurs pas les prérogatives ; on peut applaudir au sauvetage de nombreux pays émergents menacés de faillite, grâce aux fonds du FMI triplés. Mais pas de contraintes pour les banques et surtout, les banquiers qui continueront à se gaver d'argent. Rien non plus pour réguler les marchés des matières de consommation courante dont la spéculation entraîne famine et troubles sur plusieurs continents.

La crise n'appelle pas une simple moralisation du capitalisme. Elle constitue une occasion historique pour jeter les bases d'une nouvelle forme d'organisation économique et donc, sociale, dans laquelle la finance serait au service de l'économie, d'une mondialisation solidaire et respectueuse de la planète.

Les gouvernements, et particulièrement le nôtre, seraient bien avisés de ne pas sous estimer les inquiétudes et la colère du monde du travail, qui a le sentiment d'être sacrifié dans cette crise. Les conflits, de plus en plus durs, témoignent de cette exaspération. Sans signes clairs de la part de nos gouvernants, montrant une réelle volonté de disponibilité au dialogue social, il y a lieu d'être particulièrement inquiets pour les mois à venir et de redouter une explosion sociale aux conséquences incalculables. Responsables, ne cédant ni à la surenchère, ni à la politisation, nous assumerons à **FORCE OUVRIERE** nos responsabilités pour promouvoir un autre monde respectueux de la dignité du monde du travail. Pour cela, chacun doit se tenir prêt à répondre aux appels de notre confédération dans les semaines à venir.